



## POURQUOI TOUS EN GREVE LE 5 DECEMBRE 2024 !



Après avoir rencontré l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la Fonction Publique, Guillaume KASBARIAN - ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique - a acté l'abandon de la suppression des catégories C, B et A de la fonction publique envisagée au titre du projet de loi dit « GUERINI ».

Force est de constater que Guillaume KASBARIAN – trop occupé à féliciter Elon MUSK et à vouloir s'inspirer de ses méthodes pour dégager du fonctionnaire - n'a pourtant pas répondu à la plupart des autres propositions et revendications portées par les organisations syndicales, y compris en matière de baisse des effectifs (- 500 Equivalents Temps Plein - ETP) !

→ **C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent à une première journée de mobilisation le 5 décembre 2024, par la grève et la manifestation.**

### Une journée pour que le ministre en finisse avec ses projets mortifères et notamment avec :

#### La diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie.

Il a également décidé d'abaisser de 100 % à 90 % la prise en charge par l'employeur public du traitement des 3 premiers mois de maladie ordinaire. C'est la double peine pour les collègues malades ! Economies envisagées sur le dos des fonctionnaires malades : 900 millions d'Euros.

Aucune justification pour cette baisse de rémunération touchant les plus fragiles, si ce n'est une baisse du déficit ! Alors pourquoi ne pas la compenser par une surcote d'impôt sur les dividendes, ou soumettre tous les revenus non issus du travail au même niveau de cotisations sociales que les autres revenus (revenus fonciers, revenus passifs...) plutôt que de s'en prendre encore une fois de plus à celles et ceux qui sont le plus en difficulté !

#### Les 3 jours de carence dans la fonction publique.

Afin d'économiser 220 millions d'Euros, le gouvernement Barnier a décidé d'aggraver encore les pertes subies par les personnels en cas d'arrêt maladie en ajoutant 2 jours de carence à celui existant, sous prétexte d'aligner le service public sur le secteur privé.

Or, pour 88 % des salariés du privé, ces jours de carence sont compensés par le biais de la prévoyance d'entreprise, ce qui n'est pas possible pour la Fonction Publique et aboutirait pour les fonctionnaires à une perte sèche de jours de salaires.

#### Le non-versement de la Gipa.

Instituée en 2008 pour compenser le gel du point d'indice, la garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) a pour but de réduire la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires dont l'évolution du traitement indiciaire est inférieure, sur une période de référence de 4 ans, à celle de l'indice des prix à la consommation. Pour rappel, ce sont 188 000 agents publics qui ont bénéficié de la Gipa en 2023.

Et tout cela sans parler de la Direction Générale qui annonce lors du Groupe de Travail Lignes Directrices de Gestion Mobilité vouloir généraliser l'affectation au choix pour l'ensemble des AFiPA, IP et IDiv en supprimant les mouvements pour les affecter au fil de l'eau. Mais aussi vouloir étendre l'affectation au choix à tous les A pour les mouvements locaux, y compris les stagiaires et poursuit l'élargissement de l'affectation au choix pour les catégories B (en particulier les B programmeurs, y compris les stagiaires) ainsi que pour certains postes en catégorie C !

→ Aussi, face au « fonctionnaire bashing » ambiant et afin de rétablir quelques vérités, et notamment les raisons pour lesquelles nous appelons à la grève le 5 décembre 2024, nous vous proposons une **Heure Mensuelle d'Information intersyndicale** – en présence d'intervenants de nos bureaux nationaux.

**HMI le 2 décembre 2024 à 14 h**

**En salle Concorde (1<sup>er</sup> étage)  
ou en visio (<https://meet.goto.com/532107413>)**

**Venez discuter et débattre avec nous !**

